

Ajournement d'été

Bien sûr, les libéraux ont ensuite tenu des élections et, les ayant remportées, ont formé le gouvernement. Je le demande aux députés, les libéraux ont-ils qualifié cette mesure d'affreuse braderie? Il aurait très bien pu en être ainsi. Ils auraient également très bien pu dire qu'ils changeraient la situation et ne permettraient pas l'exportation de notre gaz aux États-Unis. Mais non, ce n'est pas du tout ce qu'ils ont fait. Après avoir qualifié cette initiative de la plus grande braderie dans l'histoire, avant les élections, la première chose que les libéraux ont fait ensuite, une fois arrivés au pouvoir, a été d'augmenter les exportations de gaz naturel aux États-Unis de quelque .075 billion de pieds cubes.

Je ne sais pas qui trahit le mieux le Canada, des libéraux ou des conservateurs. Décidez-vous-même, monsieur l'Orateur.

Une voix: Les libéraux l'emportent d'une demi-tête.

M. Broadbent: Chose certaine, cependant—et voilà où je veux en venir au sujet du gazoduc—les Américains se rendent parfaitement compte qu'ils peuvent acheter notre gaz à leur convenance. Si vous étiez Américains—et je me mets parfaitement à leur place—pour quelle raison vous risqueriez-vous de construire dans le nord du Canada et jusqu'à l'Alaska, un gazoduc dont l'entreprise s'annonçant fort hasardeuse, coûtera beaucoup de milliards de dollars, si les partis politiques du Canada sont suffisamment bêtes pour accepter de vendre le gaz naturel du pays?

Plus précisément à ce sujet, au cas où certains d'entre vous seraient enclins à croire qu'il s'agit là d'une politique sectaire du Nouveau parti démocratique, je vous reporterais à une autorité qu'on peut difficilement qualifier de socialiste, monsieur l'Orateur, puisqu'il s'agit encore une fois du rapport du contrôleur général présenté au Congrès des États-Unis. Que dit-il à ce sujet? Voici ce qu'il affirme au sujet du gazoduc Alcan:

Ce projet pourrait certes fournir 800 milliards de pieds cubes de gaz par an, qui nous permettraient de combler l'écart de 1985 à 1990, mais, néanmoins, l'économie d'énergie et les sources nationales non-classiques pourraient probablement nous permettre de produire des quantités d'énergie considérablement plus importantes que prévues jusqu'ici. En outre, les sources étrangères...

Et devinez à qui il songe? Le contrôleur général poursuit dans son rapport:

... pourraient fournir au moins 2 billions de pieds cubes par année si la politique des gouvernements en cause était favorable (voir tableau 3, page 27).

Les Américains ne doutent pas un instant que la politique du gouvernement, qu'il soit libéral ou conservateur, sera favorable, de leur point de vue, bien sûr, qui est diamétralement opposé au point de vue du Canada.

La construction de ce que j'ai appelé, par euphémisme, le tronçon préliminaire constitue la sixième raison pour laquelle nous ne pensons pas que le pipe-line sera construit dans le Nord. Cela décrit parfaitement le gazoduc d'exportation dont les libéraux entreprennent la construction. Cette initiative en soi décourage la construction de l'ensemble du pipe-line dans le Nord du fait que nous construisons un tronçon dans le Sud pour alimenter les Américains en gaz canadien à bon marché. Plus nous leur fournissons de gaz à bon marché, moins ils auront intérêt à prolonger le pipe-line vers le Nord pour avoir accès à leur gaz beaucoup plus coûteux. Pour n'importe qui, sauf les libéraux, c'est un principe économique élémentaire.

J'en viens maintenant à la septième raison. Monsieur l'Orateur, je vous demande si les grosses sociétés pétrolières ont intérêt à acheminer du gaz de l'Alaska le plus rapidement possible vers les 48 États du Sud?

Une voix: Pas de danger!

M. Broadbent: En effet, pas de danger. Elles n'y ont pas intérêt. Pourquoi? Parce que les sociétés pétrolières veulent servir leurs intérêts de la même façon que le Nouveau Parti démocratique estime que notre pays devrait servir ses intérêts. Les sociétés pétrolières ont tout avantage à laisser, pour l'instant, le gaz de l'Alaska là où il est. En effet, elles ne veulent pas augmenter l'approvisionnement. Elles ne veulent pas inonder le marché et faire baisser les prix. Aux États-Unis, il y a déjà des excédents de gaz. Du seul fait que le gouvernement américain ait confié aux grosses sociétés pétrolières multinationales presque toute la mise en valeur du gaz et que ces dernières n'ont pas intérêt, à long terme, à augmenter l'approvisionnement, car cela réduirait leur marge bénéficiaire, nous sommes persuadés qu'elles ne s'empresseront pas de construire la partie nord du pipe-line.

Enfin, certains obstacles administratifs établis par les Américains en 1978 ont obligé la Foothills à dire qu'elle ne construirait pas le tronçon nord du pipe-line canadien tant que ces obstacles n'auraient pas été levés. Je trouve fort intéressant—je n'entrerai pas dans les détails—que la lettre du président Carter déposée à la Chambre vendredi parle de façon détournée de ces obstacles. Est-ce que le président Carter s'engage à prendre immédiatement des mesures pour modifier les règlements en cause? Dit-il qu'il va prendre des mesures décisives pour respecter ses engagements, du jour au lendemain? Absolument pas. Il parle vaguement de l'avenir et dit qu'il prendra des mesures en cas de problème. Selon Foothills, les problèmes ne se présenteront pas un jour ou l'autre, ils sont déjà là. Encore une fois, si le gouvernement américain désirait vraiment faire construire le tronçon nord du pipe-line, il prendrait aujourd'hui même des mesures concrètes au lieu de faire de vagues promesses pour l'avenir.

● (1550)

A quoi ces huit raisons conduisent-elles? Je me suis attardé parce qu'il est essentiel pour le débat de démontrer à quel point la construction dans les délais prévus du tronçon nord du gazoduc est peu plausible, si même il est jamais construit. Tout cela donc mène justement à la conclusion tirée par notre critique énergétique et par d'autres membres de notre caucus depuis plusieurs jours. C'est-à-dire que nous n'aurons certainement pas le tronçon nord du pipe-line d'ici à 1985. Et moi, je pense qu'il est fort possible qu'il ne soit jamais construit. Voilà de quoi il est question.

Et la signification de tout cela, c'est qu'avec cette mesure, le parti libéral du Canada montre encore une fois qu'il est capable de tout, et même de brader nos ressources. Les Canadiens se souviendront que ce sont les libéraux qui nous ont dit au début des années 70 que nous avions pour—quel est le chiffre?—pour 390 ans de pétrole. Que nous en avions pour des siècles. Et ils se sont mis à le brader. Ce matin, j'ai jeté un coup d'œil sur les chiffres. Les libéraux ont vendu plus de 1,700 millions de barils de pétrole canadien au début des années 70.